



Monsieur Gilbert Ernst  
17, rue Blochhausen  
**L-1243 LUXEMBOURG**

**N/Réf.: 2024-000297**

**Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

Vu la loi du 23 août 2023 sur les forêts, ci-après « loi du 23 août 2023 » ;

Considérant la demande et les annexes du 13 mars 2024 versées par Monsieur Gilbert Ernst aux fins d'obtenir l'autorisation pour la coupe d'urgence pour cause de bostryche sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Roeser: section D de Peppange, sous le numéro 1489 et de la commune de Frisange: section C d'Hellange, sous le numéro 1366/1031 ;

Considérant le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

**Arrête**

**Article 1.-** Le déboisement est réalisé sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Roeser, section D de Peppange, sous le numéro 1489 et de la commune de Frisange, section C d'Hellange, sous le numéro 1366/1031, conformément à la demande soumise.

**Article 2.-** Le déboisement se limite à une superficie de **275,40 ares**.

**Article 3.-** Dans un délai de 3 ans à compter du début des travaux d'abattage, il faut procéder à la régénération naturelle, artificielle ou assistée du peuplement forestier, de peuplements forestiers équivalents, du point de vue production et écologie, au peuplement exploité.

**Article 4.-** Le préposé de la nature et des forêts (M. Georges D'Orazio, tél : 621 202 117) est averti avant le commencement des travaux.

A titre indicatif, je me permets de vous informer que pour toute coupe dépassant le volume de 40 m<sup>3</sup>, une notification doit en être faite auprès du Service des forêts de l'Administration de la nature et des forêts ([forets@anf.etat.lu](mailto:forets@anf.etat.lu)) par courrier postal ou voie électronique au plus tard 2 jours ouvrables avant le début des travaux et spécifiée 30 jours après la fin des travaux en indiquant le numéro d'identification, la commune, la section de commune, le lieu-dit, les parcelles cadastrales, les essences, les volumes coupés et la date des travaux.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit au Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité



Gilles Biver  
Conseiller de Gouvernement 1<sup>ère</sup> classe

Copies pour information :

- Arrondissement SUD
- Communes de ROESER et de FRISANGE